

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 03/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BOEHRINGER INGELHEIM ANIMAL HEALTH FRANCE**

813 rue du 3e millénaire  
69800 Saint-Priest

Références : UDR-SSDAS-24-141-LL  
Code AIOT : 0046900010

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2024 dans l'établissement BOEHRINGER INGELHEIM ANIMAL HEALTH FRANCE implanté 813 cours du troisième millénaire 69800 Saint-Priest. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOEHRINGER INGELHEIM ANIMAL HEALTH FRANCE
- 813 cours du troisième millénaire 69800 Saint-Priest
- Code AIOT : 0046900010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Boehringer Ingelheim exploite un site de fabrication de vaccins vétérinaires à Saint Priest, dont l'activité est réglementée par l'arrêté préfectoral du 21/08/2008 modifié à plusieurs

reprises. La superficie totale est d'environ 21 ha. Les premières activités productives en lien avec l'activité actuelle remontent à 1996. Le site s'est construit progressivement par ajout ou reconfiguration de modules productifs. En 2016, un nouveau bâtiment dit « bâtiment 700 » de 4 étages et 4500 m<sup>2</sup> d'emprise au sol est projeté sur site afin d'accueillir 250 personnes en R&D en provenance d'un site de Gerland. En 2021, ce transfert est terminé. Ce site dénommé en interne LPA (Lyon Porte des Alpes) fait partie d'une unité de management appelée « Grand Lyon » qui comporte également les sites de Jonage et de Lentilly, ce dernier étant surtout consacré à l'entreposage et au conditionnement des doses de vaccins avant expédition.

Le site relève de la directive IED (Directive sur les émissions industrielles, qui est le principal instrument de l'Union européenne pour prévenir et réduire les émissions de polluants des activités industrielles notamment via la mise en œuvre des Meilleures Techniques Disponibles (MTD). Le site est classé sous la rubrique ICPE n° 3450 : fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques, y compris d'intermédiaires. Les MTD datent de 2007 et devraient faire l'objet d'une prochaine révision. Sur les aspects sanitaires, le site fait l'objet de visites de contrôle par l'ANSES.

Le site utilise divers intrants (dont plus de 2 millions d'œufs de poule par an) à des fins de production et de test, ainsi que de l'eau de forage de la nappe de la Molasse pour ses activités productives, avec un prélèvement annuel autour de 150 000 m<sup>3</sup>. Le site comporte 3 chaudières gaz, d'une puissance cumulée de 16,5 MW, dont la chaudière 3 mise en service en 2020 tandis que les deux autres sont en service depuis 1996. Ces chaudières sont utilisées pour les besoins en eau chaude et chauffage, en particulier la fourniture de vapeur à 165°C et 16 bars. En rythme nominal, la chaudière 3 fonctionne en permanence et l'une des deux chaudières plus anciennes fonctionne en appoint.

#### Thèmes de l'inspection :

- Fluides frigo/SAO/GESF
- Légionelles / prévention légionellose

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Réduction de l'usage du mercure et des rejets	Règlement européen du 17/05/2017, article Annexe 3, partie 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Registre fluides frigorigènes	Règlement européen du 16/04/2014, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Contrôle des canalisations d'effluents	Arrêté Préfectoral du 10/06/2016, article 10	Sans objet
4	VLE NOX des 3	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	chaufferies	article 8.7.4	
6	Traçabilité des déchets dangereux sortant du site	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points de contrôle de la présente visite n'ont pas révélé de non-conformité nécessitant des suites administratives.

Des éléments complémentaires sont attendus s'agissant de la prise en compte du Plan de Protection de l'agglomération lyonnaise (chaudières gaz), de la diminution de l'usage du mercure et du monitoring des appareils de production de froid afin de réduire les fuites de fluide frigorigène.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Etat des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente une extraction de ses stocks suivis sous SAP (système informatique). Par sondage, les stocks suivants sont vérifiés - éthylèneimine diluée à 20% : 6 litres en stock pour 1000 litres autorisés. L'exploitant indique que ce produit est de moins en moins utilisé dans la production du site. - merthiolate sous forme solide (thimerosal merthiolate) : 2 x 98 kg en stock pour 300 kg autorisés.  Le bâtiment 203 sert essentiellement de lieu de stockage avant répartition dans les bâtiments de production. L'exploitant indique qu'il développe à l'échelle nationale une requête « stock ICPE » afin de comparer facilement le stock maximum autorisé par l'AP d'un site au stock réel et créer les alertes afin de rester sous les seuils autorisés.  La dernière revue des quantités maximales autorisées sur ce site date de l'AP de 2016. La dernière étude de danger globale du site date de 2005. L'Inspection et l'exploitant conviennent de réexaminer la liste des produits et des quantités stockées sur site, lors de la rédaction d'un prochain arrêté préfectoral consolidé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Contrôle des canalisations d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/06/2016, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sols et eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux de collecte des effluents feront l'objet d'une inspection vidéo au cours de l'année 2023, et ensuite tous les dix ans à la date de la réalisation de cette première inspection vidéo.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a programmé cette inspection pour fin juin 2024. L'exploitant a fourni les devis relatifs à la préparation par hydrocurage de 7 179 mètres linéaires de canalisation d'eau pluviale et de 3917 mètres linéaires de canalisations d'eaux usées. Les résultats de ce contrôle seront abordés lors de la prochaine visite d'inspection ICPE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Réduction de l'usage du mercure et des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 17/05/2017, article Annexe 3, partie 1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, sols et eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  Interdiction de l'utilisation de mercure ou de composés du mercure, soit purs, soit en mélange, dans les procédés de fabrication Ce règlement interdit: l'utilisation du mercure et des composés du mercure dans les procédés de fabrication pour lesquels: du mercure ou des composés du mercure sont utilisés comme catalyseurs* (depuis le 1er janvier 2018), y compris pour la production de polyuréthane, le mercure est utilisé comme électrode* (à partir du 1er janvier 2022); nouveaux procédés de fabrication utilisant du mercure ou des composés du mercure*, sauf s'il a été établi qu'ils offrent des avantages notables sur le plan environnemental ou sanitaire et qu'ils sont officiellement autorisés par la Commission.
<b>Constats :</b>  Les activités du site mettent en œuvre du merthiolate (composé du mercure) pour la fabrication des vaccins (agent stabilisant des vaccins multi-doses ou agent d'inactivation) principalement aux bâtiments 401, 402 et 403. Pour mémoire, le mercure est utilisé comme conservateur ou agent inactivant. Ses propriétés de stabilisation sont très performantes et selon l'exploitant, certains pays exigeraient encore sa présence afin que les vaccins fournis restent opérationnels dans la durée prévue. Sur le site de Saint-Priest, ce composé est susceptible de se retrouver dans les rejets aqueux, en particulier via les opérations de nettoyage des cuves de production.  S'agissant d'une substance prioritaire dans le cadre de la démarche RSDE (action de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans les eaux), le site a engagé des démarches afin de réduire cette substance à échéance rapide. Après la mise en service d'une unité-pilote permettant le traitement du mercure dans les rejets, le site a finalement renoncé à enclencher un investissement conséquent sur une installation de traitement fixe. En contre-partie, la Direction Boehringer-Ingelheim s'est engagée en juin 2023 à diminuer drastiquement voire de supprimer à terme le mercure dans la fabrication de ses vaccins

à échéance 15 à 20 ans.

Sur le site de Saint Priest, les quantités utilisées annuellement sont en baisse continue, mais les concentrations mesurées dans le rejet d'effluents varient entre 0 et 6 µg / litre selon les mois, ces 3 dernières années. En 2023, le site rejette 0,15 g de mercure dans ses eaux résiduelles. Les équipes de R et D tentent de trouver des substituts.

Sur le plan des rejets aqueux du site, ceux-ci sont d'abord centralisés dans un bassin-tampon de 500 m<sup>3</sup>, appelé bassin de lissage. Pour mémoire, les eaux industrielles comprennent également les eaux sanitaires et les eaux grises du restaurant d'entreprise, mais pas d'eau pluviale. Les résultats des analyses en sortie du site montrent une moyenne à 0,87 µg / litre en 2023. La station d'épuration de St Fons dispose de capacité d'abattement du mercure résiduel et demande une concentration inférieure à 50 µg/l, tandis que la VLE de l'AP est à 25 µg/l.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant transmet à l'Inspection, sous trois mois, le bilan quadriennal "mercure" tel que prescrit à l'article 9.3.2 de son arrêté préfectoral du 21/08/2008.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 4 : VLE NOX des 3 chaufferies**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 8.7.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, air

**Prescription contrôlée :**

pour ce site : VLE NOX 150 depuis l'AP du 21/08/2008 art 8.7.4.  
Art 6.2.4 de l'AM du 03/08/18 demande 100 et le PPA demande 90.

**Constats :**

Le site comporte 3 chaudières gaz, d'une puissance cumulée de 16,5 MW, dont la chaudière 3 mise en service en 2020 tandis que les deux autres sont en service depuis 1996. Ces chaudières sont utilisées pour les besoins en eau chaude et chauffage, en particulier la fourniture de vapeur à 165°C et 16 bars. En rythme nominal, la chaudière 3 fonctionne en permanence et l'une des deux chaudières plus anciennes fonctionne en appoint.

Seule la chaudière 3 permet de respecter les prescriptions du plan de protection de l'atmosphère de Lyon, soit au plus 90 mg/m<sup>3</sup>. Lors du contrôle externe de janvier 2022, la chaudière 1 respecte la VLE de 150 mg/m<sup>3</sup> en vigueur depuis l'arrêté préfectoral du 21/08/2008.

L'arrêté ministériel du 3/08/18 précise au début en Notice : « En conformité avec le calendrier de la directive 2015/2193 du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes, les valeurs d'émission plus contraignantes que la réglementation en vigueur s'appliquent à compter du 1er janvier 2025 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW et à compter du 1er janvier 2030 pour les installations de puissance inférieure à 5 MW. »

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai de 6 mois, l'exploitant présente une étude technico-économique telle que mentionnée par le Plan de Protection de l'agglomération lyonnaise approuvé en septembre 2022, Annexe 1, plan d'action, point 1.2.2 afin que l'ensemble de ses chaudières soit en conformité avec le PPA.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Registre fluides frigorigènes**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 16/04/2014, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des fuites

**Prescription contrôlée :**

Règlement 517/2014 :

Article 6 - Tenue de registres

1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 4, paragraphe 1, établissent et tiennent à jour, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes :

- a) la quantité et le type de gaz à effet de serre fluorés installés ;
- b) les quantités de gaz à effet de serre fluorés ajoutées pendant l'installation, la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite ;
- c) la quantité de gaz à effet de serre fluorés installés qui a été éventuellement recyclée ou régénérée, y compris le nom et l'adresse de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ;
- d) la quantité de gaz à effet de serre fluorés récupérée ;
- e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la réparation ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat ;
- f) les dates et les résultats des contrôles effectués au titre de l'article 4, paragraphes 1 à 3 ;
- g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz à effet de serre fluorés.

[...]

**Constats :**

Les différents bâtiments de production du site sont soumis à des exigences fortes de maintien de température dans une plage comprise entre 18 et 25 °C et à des impératifs de conservation de certaines productions en chambre froide (de 5°C à -40°C). Ainsi le site comporte des quantités notables de fluides frigorigènes (FF) réparties dans de nombreuses installations du site.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 10/06/2016 indique la présence de 1817 kg de fluides frigorigènes dans les 18 équipements de confort ou process froid et la présence de 119 kg de fluides frigorigènes dans les 14 chambres froides. Depuis cet arrêté, plusieurs porteurs à connaissance ont informé l'Inspection de l'ajout de nouvelles capacités liées notamment à la mise en service du bâtiment E700. Le fichier de suivi (tableur) transmis post-inspection indique un cumul de 4798 kg de fluides présents sur le site à la date de la présente visite.

L'ensemble de ces équipements est suivi en interne par un technicien, qui fait appel à des entreprises spécialisées dès que nécessaire. Un fichier de suivi des équipements, des fuites, et des interventions extérieures est présenté à l'écran en séance. En 2023, les fuites constatées de FF sont de 129 kg pour l'ensemble des groupes froids (confort) et de 246 kg pour l'ensemble des chambres froides.

L'Inspection constate que le registre interne trace effectivement dans le détail l'ensemble du parc et du suivi, sans toutefois comporter de synthèse et d'évaluation périodique et systématique des équipements à renouveler.

En particulier, le fichier ne comporte pas la date de mise en service initiale de l'appareil. Ainsi le rythme de renouvellement des équipements pourrait être insuffisant dans le cas des fuites les plus importantes, alors que les données disponibles en interne et le retour d'expérience semble suffisant.

La variation du niveau de fuite annuelle est importante et insuffisamment expliquée en séance. Elle n'apparaît pas comme étant suivie dans le système de management environnemental du site, alors que le site relève de la Directive IED et de la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles.

	FUITES 2019	FUITES 2020	FUITES 2021	FUITES 2022	FUITES 2023
TOTAL (kg)	199,5	225,3	180,05	173,7	379,81

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### **Sous 3 mois, l'exploitant transmet :**

- **un tableau exhaustif des appareils comportant des FF** relevant de la rubrique 1185-2.a, incluant la date de mise en service de chaque appareil, ainsi que la synthèse des données des 5 dernières années concernant le suivi des fuites.
- **le plan d'action de réduction des fuites** conformément au point 6 de l'annexe 1 de l'Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 6 : Traçabilité des déchets dangereux sortant du site**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45

**Thème(s) :** Situation administrative, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

##### **Prescription contrôlée :**

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites



quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

**Constats :**

Le site de St Priest utilise pleinement le système TRACKDECHETS, en particulier pour les déchets assimilés aux DASRI qui vont en incinération chez ATHANOR à Grenoble. Sur le plan logistique, un parc à déchets dangereux est aménagé au nord-Est du site attenant au parc à déchets non dangereux.

**Type de suites proposées :** Sans suite